

CAA de Poitiers 17 septembre 2021

Texte d'appel à l'action présenté par le secrétariat

En cette rentrée de septembre, la pandémie de covid 19 n'a hélas pas disparu. Le niveau du protocole mis en place présente trop d'indétermination encore, laisse de ce fait place aux initiatives locales, fait toujours planer le doute sur la protection effective des personnels et des élèves dans nos établissements. La crise sanitaire a mis cruellement en lumière les carences de l'école, en grande partie liées aux choix budgétaires et aux réformes successives. Pourtant le gouvernement a maintenu sa politique d'austérité pour le second degré, alors qu'un plan d'urgence est nécessaire. En cas de sortie de crise sanitaire, le président nous promet même une réforme des retraites !

Après plus de 10 ans de gel du point d'indice, le Grenelle de JM Blanquer n'apporte qu'un début de revalorisation, trop souvent sous forme de primes pour de nouvelles missions que l'on voudrait nous imposer et tous les personnels ne sont pas concernés. L'objectif de redonner une attractivité aux métiers n'est pas atteint. Pire ! La réforme de la formation initiale maltraite déjà les futurs candidat.e.s à nos métiers. Et en juin le rectorat de Poitiers n'avait même plus les moyens financiers pour répondre aux demandes de ruptures conventionnelles.

Dans notre académie, sans être encore à l'heure du bilan, les 70 suppressions de poste sont actées, voire dépassées. Les heures supplémentaires explosent, les effectifs sont chargés dans les classes, particulièrement en lycées mais dans de nombreux collèges aussi. Après nous avoir décliné une feuille de route RH pleine de bonnes intentions en juin, c'est la maltraitance et le mépris qui sont à l'oeuvre à cette rentrée. Après les erreurs grotesques du mouvement intra académique, l'affectation des personnels titulaires remplaçants ou contractuels se fait au fil de l'eau, de manière incohérente. Les demandes de recours et de révisions se sont multipliées ; le doute est permis sur la fiabilité des opérations de mobilité, bientôt sur les opérations de promotion. La confiance est rompue. Le règne du clientélisme pourrait avoir commencé. Le rectorat de Poitiers a fait la démonstration de la nécessité de rétablir les CAPA et les groupes de travail ! Mais pour l'heure, un grand nombre de collègues sont en souffrance et brimés dans leur vie personnelle et professionnelle.

Malgré l'échec de sa réforme du lycée, le ministre persiste et souhaite maintenant cadrer le contrôle continu et l'évaluation après avoir détruit les épreuves nationales. Comble du cynisme, d'un management offensif et corrosif qui percute le sens même de notre métier ! Les options et les spécialités sont menacées à court terme si la fréquentation des élèves y est faible. L'éducation prioritaire n'échappera pas à la politique de rigueur budgétaire.

Le malaise dans l'éducation nationale est trop occulté dans les médias. C'est depuis quelques jours seulement que l'on parle – et parfois en des termes accusateurs- du déficit d'enseignant.e.s dans les collèges et lycées. La campagne présidentielle est bien lancée : on l'a vu avec effroi à Marseille ; on le voit aux promesses d'autres candidat.e.s. C'est pourquoi la mobilisation doit être à la hauteur des enjeux le 23 septembre à l'appel de l'intersyndicale de l'éducation, pour un plan d'urgence dans l'éducation, pour les postes, les salaires, l'amélioration des conditions de travail.

Le SNES-FSU appelle à une grève majoritaire et à participer aux cortèges organisés dans les départements le 23 septembre, à se mobiliser avec les retraités le 1^{er} octobre, à se mobiliser le 5 octobre dans le cadre de l'appel interprofessionnel, le 19 octobre prochain en soutien à nos collègues AESH. L'École, la Fonction Publique et ses agent.e.s sont gravement attaquées par ce gouvernement. Par notre mobilisation, il faut faire entendre l'importance de nos missions et de nos métiers pour une république vraiment libre et juste.